



**Cours D'INTRODUCTION AU DROIT DE LA CONCURRENCE  
MASTER M1 DROIT ECONOMIQUE ET DES AFFAIRES  
SEMESTRE 1  
Patrice REIS**

**Maître de conférences, habilité à diriger des recherches, droit privé section CNU 01**  
[http://hp.gredeg.cnrs.fr/Patrice\\_Reis/](http://hp.gredeg.cnrs.fr/Patrice_Reis/)

**BIBLIOGRAPHIE**

- L. ARCELIN, Les pratiques anticoncurrentielles en droit interne et communautaire, Presses universitaires de Rennes, octobre 2009  
A. BIENAYME, Principes de concurrence, Economica, 1998.  
J. B. BLAISE, Droit des affaires, commerçants, concurrence et distribution, LGDJ 2009.  
L. BOY, Droit économique, L'Hermès, 2002.  
E. COMBE, Economie et politique de la concurrence, Précis Dalloz, 1re éd., 2005  
E. COMBE, La politique de la concurrence, Ed La découverte, novembre 2008  
A. DECOQ ET G ; DECOQ, droit de la concurrence interne et communautaire, LGDJ septembre 2017.  
G. FARJAT G., Droit Economique, PUF, 1982  
G. FARJAT, Pour un droit économique, PUF, novembre 2004.  
M.A FRISON ROCHE, droit de la concurrence, Dalloz 2006.  
C. LUCAS DE LEYSSAC ET G. PARLEANI, droit du marché, PUF, 2002.  
M. MALAURIE VIGNAL, Droit de la concurrence interne et communautaire, Dalloz 2017  
M. MALAURIE VIGNAL, DROIT DE LA DISTRIBUTION, DALLOZ 2012  
Mélanges en l'honneur d'A. PIROVANO, L'ordre concurrentiel, Ed. Frison Roche, 2003.  
LAMY droit économique 2015

**Plan détaillé**

**INTRODUCTION.**

**Notion d'activité économique, notion d'entreprise**

**PARTIE I : LE CONTROLE DES COMPORTEMENTS DES ENTREPRISES ET DES POUVOIRS PUBLICS**

**SOUS PARTIE I LE CONTRÔLE DES COMPORTEMENTS DES OPERATEURS ECONOMIQUES**

**Titre I : LA PROTECTION DE LA CONCURRENCE PAR L'INTERDICTION DES PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES.**

**Chapitre I : LES ENTENTES EN DROIT FRANCAIS ET EN DROIT COMMUNAUTAIRE.**

Section I : L'interdiction des ententes entre entreprises en droit interne (article L420-1 du code de commerce)

§1 Le principe : l'interdiction des ententes.

A : Les éléments constitutifs des ententes.

1) Une concertation entre des opérateurs économiques.

a) un accord de volonté.

b) La forme des ententes.

c) une concertation sur un marché pertinent.

2) Une incidence actuelle ou potentielle sur la concurrence.

B : Les sanctions encourues.

1) : La compétence de l'autorité de la concurrence (l'ADLC).

2) : Les différents types de sanctions encourues.

§2 : L'exception : la justification de certaines ententes. (L420-4 du code de commerce)

A : L'exception législative ou réglementaire.

B: Les exceptions liées à la notion de progrès économique.

1) Le progrès économique.

2) Les différents types d'exemptions.

Section II: L'interdiction des ententes entre entreprises en droit communautaire : article 101 du TFUE (ex article 81 du Traité UE).

§1 : Le principe : l'interdiction des ententes.

§2 : L'exception : la justification de certaines ententes.

A) Les exemptions individuelles

B) Les exemptions par catégorie : les règlements d'exemptions

§3 : Le rôle des institutions communautaires et la sanction des ententes.

## **Chapitre II : LES ABUS DE DOMINATION EN DROIT INTERNE ET EN DROIT COMMUNAUTAIRE.**

Section I : L'abus de domination absolu : l'abus de position dominante en droit national et en droit communautaire

§1 : La prohibition des abus de position dominante en droit interne : (L. 420-2 alinéa 1).

A) La position dominante.

1) La définition de la position dominante.

2) La preuve de la position dominante.

B) L'exploitation abusive.

§2 : La prohibition des abus de position dominante en droit communautaire : article 102 du TFUE.

A) La notion de position dominante.

B) L'exploitation abusive.

Section II : L'abus de domination relatif : l'abus de dépendance économique : (L420-2 alinéa 2 code de commerce).

§1 : La notion de dépendance économique.

§2 : La nécessité d'une exploitation abusive.

A) la notion d'exploitation abusive.

B) La condition d'entrave à la concurrence.

## **Chapitre III Les pratiques de prix abusivement bas : (article L420-5 du code de commerce).**

§1 L'objet de la prohibition des pratiques de prix abusivement bas.

§2 Le contenu de la prohibition des prix abusivement bas.

## **TITRE II : Les pratiques restrictives de concurrence.**

### **Chapitre I Les pratiques restrictives sanctionnées pénalement.**

Section I : Les pratiques reprises par l'ordonnance du 1/12/1986 relative à la liberté des prix et à la concurrence.

§1) La pratique du prix minimum imposé.

§2) La revente à perte.

Section II : Des pratiques « nouvelles ».

§1) Le para commercialisme créé par l'ordonnance du 1/12/1986.

§ 2) L'action illicite sur prix créée par la loi du 16 décembre 1992.

### **Chapitre II Les pratiques restrictives sanctionnées civilement**

Section I : Les différentes pratiques visées par le code de commerce

§1) L'interdiction des pratiques discriminatoires injustifiées abrogée par la loi dite LME du 4/8/2008. Comment le compenser déséquilibre significatif ???

§2) L'interdiction des avantages indus.

§3) La menace de rupture et la rupture abusives des relations commerciales établies.

§4) L'atteinte à l'intégrité du réseau de distribution.

Section II Les sanctions civiles encourues.

## **SOUS PARTIE II / LE CONTROLE DES COMPORTEMENTS DES POUVOIRS PUBLICS.**

Titre I Le droit public de la concurrence.

Titre II L'ouverture à la concurrence des monopoles publics et les droits exclusifs.

Titre III Le contrôle des aides publiques.

Distinction aides publiques incompatibles, compatibles de plein droit et susceptibles d'être compatibles.

## **PARTIE II : LE CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS EN DROIT FRANCAIS ET EN DROIT COMMUNAUTAIRE.**

### **Chapitre I : Le contrôle des concentrations en droit interne**

§1 Le domaine du contrôle des concentrations.

A) La condition positive de compétence de l'autorité nationale de contrôle

B) La condition négative de compétence de l'autorité nationale de contrôle

§2 : La procédure de contrôle des concentrations. 3 étapes depuis le 1/1/2009 en vertu de la réforme introduite par la loi LME plus loi MACRON 2015.

### **Chapitre II : Le contrôle CEE des concentrations.**

§1 Le domaine du contrôle des concentrations.

- A) La notion d'opération de concentration
- B) La condition d'entrave à la concurrence
- C) Une opération de dimension CEE : les critères du contrôle CEE

§2 : La procédure de contrôle des concentrations.

- A) De la notification à la décision d'autorisation ou de refus de la concentration.
- B) La sanction encourue par les entreprises en cas de non respect de leurs obligations.

### **Thèmes des 10 séances de Travaux dirigés : (sous réserve de modifications en cours d'année en raison de l'actualité)**

TD n°1 Définitions, droit de la concurrence, entreprise, notion d'activité économique,

TD n°2 Les ententes en droit interne et européen de la concurrence

TD n°3 : La sanction et le contrôle des pratiques anticoncurrentielles

TD n°4 : Les exemptions en droit interne et européen de la concurrence

TD n° 5 : L'abus de position dominante en droit interne et européen de la concurrence

TD n°6 : Les pratiques anticoncurrentielles spécifiques au droit interne : l'abus de dépendance économique et la pratique des prix abusivement bas

TD n° 7 : Les pratiques restrictives de concurrence

TD n°8 : Le droit public de la concurrence

TD n° 9 : Le contrôle des aides publiques

Td n°10 : Le contrôle interne et européen des opérations de concentration.

Exercices pour chaque séance : cas pratique ou commentaire d'arrêt

### **LISTE DE LIENS INTERNET**

Legifrance : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

Autorité de la concurrence : [www.autoritedelaconcurrence.fr/](http://www.autoritedelaconcurrence.fr/)

Direction générale de la concurrence, consommation et répression des fraudes [www.dgccrf.bercy.gouv.fr/](http://www.dgccrf.bercy.gouv.fr/)

Cour de cassation : <http://www.courdecassation.fr/>

Conseil d'Etat : <http://www.conseil-etat.fr/>

Site d'actualité juridique <http://www.lamyline.com/>

Site d'actualité juridique le juriscasseur : <http://www.juris-classeur.com/>

Site d'actualité juridique Lextenso : <http://www.lextenso.com/>

Site d'actualité juridique des avocats : <http://www.lettresdudroit.com/>

Site d'actualité juridique Dalloz : <http://www.dalloz.fr/>

Site d'actualité juridique Editions Joly : <http://www.editions-joly.com/>

Site d'actualité juridique La gazette du Palais : <http://www.gpdoc.com/>

Site d'actualité juridique les Petites Affiches : <http://www.petites-affiches.com/pa/>

Serveur de l'Union européenne : <http://www.europa.eu.int/>

DG concurrence de la commission de Bruxelles [http://ec.europa.eu/competition/index\\_fr.html](http://ec.europa.eu/competition/index_fr.html)

Site de la bibliothèque de l'Université de NICE : <http://www.unice.fr/BU/>

Site de la cour d'appel d'Aix : <http://www.justice.gouv.fr/reportag/aix/>